GIRET Jean-François ; LOPEZ Alberto & ROSE José. *Des formations pour quels emplois ?*

préface de Claude Thélot. Paris : La Découverte, 2005. – 389 p.
(Recherches)

Cédric Frétigné

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/294>

DOI : 10.4000/rfp.294

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2006

Pagination : 149-150

ISBN : 978-2-7342-1047-4

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Cédric Frétigné, « GIRET Jean-François ; LOPEZ Alberto & ROSE José. *Des formations pour quels emplois ?* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 155 | avril-juin 2006, mis en ligne le 21 septembre 2010, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/294> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfp.294>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© tous droits réservés

GIRET Jean-François ; LOPEZ Alberto & ROSE José. *Des formations pour quels emplois ?*

préface de Claude Thélot. Paris : La Découverte, 2005. – 389 p.
(Recherches)

Cédric Frégné

RÉFÉRENCE

GIRET Jean-François ; LOPEZ Alberto & ROSE José. *Des formations pour quels emplois ?* /
préface de Claude Thélot. Paris : La Découverte, 2005. – 389 p. (Recherches)

- 1 Qu'il n'y ait pas de correspondance stricte entre niveau de diplôme et niveau d'emploi, spécialité préparée et emploi occupé n'est pas une idée neuve. Il y a vingt ans déjà, la relation formation/emploi était qualifiée d'« introuvable » par un collectif de chercheurs¹. Que ce désajustement qualitatif et/ou quantitatif soit analysé sous le chiffre du « déclassement » fait aujourd'hui l'objet d'un large consensus et ne semble guère prêter à discussion. *Des formations pour quels emplois ?*, vaste entreprise collective menée par le CEREQ et ses centres associés, approfondit ces deux sillons de l'inadéquation d'une part, du déclassement de l'autre.
- 2 Modélisations économétriques à l'appui, nombre de contributions attestent que loin de devenir la règle, l'adéquation entre formations suivies et emplois occupés tend à faire figure d'exception. Tout au plus ce schéma « adéquationniste » s'applique-t-il à certains segments très précis du marché du travail². Qu'on aborde la question par l'une ou l'autre des entrées (la formation ou l'emploi), dans une perspective de moyen ou de long terme (de trois à dix ans suivant la sortie du système scolaire), la non-correspondance transparaît le plus généralement.

- 3 Dans la même veine statistique, le « déclassement » professionnel fait l'objet de nombreuses analyses qui concluent, en règle générale, à la « déqualification » croissante des jeunes lors de leur entrée dans la vie active. Dit autrement, le niveau d'emploi occupé serait de plus en plus fréquemment inférieur au niveau *normal* attendu au regard du niveau de diplôme possédé. Quelle que soit l'échelle de mesure retenue (déclassement objectif, subjectif, socioprofessionnel, salarial), c'est au moins un jeune sur cinq qui subit, dans les trois ans suivant son entrée sur le marché du travail, un tel préjudice.
- 4 Précédés d'une partie dédiée aux enjeux de la mise en correspondance des formations et des emplois, les développements autour de l'inadéquation et du déclassement occupent le cœur de l'ouvrage et organisent la thèse principale du découplage croissant, en nombre et en qualité, des formations et des emplois. Au regard des décalages par niveaux de diplôme, types de spécialités, niveaux d'emplois, secteurs d'activité, Claude Thélot peut ainsi énoncer, dans la préface qu'il donne à l'ouvrage : « il n'y a pas, il ne peut y avoir, il n'y aura donc pas dans l'avenir, adéquation stricte entre formation et emploi » (p. 8).
- 5 Pour autant, l'ouvrage cèle-t-il définitivement la rupture de ban de l'adéquationnisme ? On peut le croire lorsque Guy Brucy pose, dans un premier chapitre, que dès les années 1950, « la correspondance entre niveaux de formation, diplômes possédés, qualifications et emplois réels est bien loin d'être avérée » (p. 45). On peut également le penser au regard des multiples mises en garde qui introduisent l'essentiel des propos. La grille de lecture adéquationniste est régulièrement frappée d'invalidité. Et son caractère arbitraire est non moins généralement rappelé en préambule. Olivier Chardon précise ainsi que « pour reprendre une image, la correspondance statistique entre emploi et formation s'observe toujours au travers de lunettes que sont les nomenclatures. À chaque fois que cela est possible, poursuit-il, il faut s'interroger sur les effets de nomenclature par rapport à ce que l'on observe » (p. 165).
- 6 Ceci dit, on constate qu'un « adéquationnisme méthodologique » ordonne les différentes contributions. Saisir les conditions d'entrée dans la vie active au prisme de l'inadéquation ou du déclassement conduit à raisonner selon un schéma ancré dans un principe de correspondance — que celui-ci réponde à une logique statistique ou normative. Le « paradigme » adéquationniste reste bien le cadre *princeps* des analyses, une sorte de ligne d'horizon infranchissable et indépassable.
- 7 Un pas de côté est donc nécessaire pour prendre la mesure des apories du raisonnement visant à établir des règles d'équivalence entre niveaux de diplômes et niveaux d'emplois. Et son exégèse éclaire les innombrables ambiguïtés et les tensions que son élaboration a suscitées. Lucie Tanguy a bien montré comment, au sein du Commissariat général au plan, pendant la période d'élaboration des IV^e et V^e Plans, des tables de correspondance entre niveaux de diplômes et niveaux d'emplois se sont peu à peu à peu imposées après bien des discussions, réformes voire abandons de versions intermédiaires. Cet essai de rapprochement sinon d'aplanissement de domaines d'activités sociales dont l'hétérogénéité, voire l'irréductibilité, avait jusque là interdit toute idée de mise en correspondance (la formation délivrée par le système éducatif, les emplois en prise avec l'ordre productif) a en effet généré bien des résistances dont l'ouvrage ne fait pas état³.
- 8 Plus au fond, on peut s'interroger sur les raisons qui conduisent au maintien d'un raisonnement dont les contributeurs eux-mêmes montrent la faible capacité à éclairer

les situations à analyser. Car, faute de s'affranchir de ce postulat adéquationniste, *Des formations pour quels emplois ?* n'offre finalement d'autres termes pour juger du décalage conséquent entre les formations suivies et les emplois occupés que l'amplitude de l'inadéquation d'une part, l'espace du déclassement de l'autre. Et si, indéniablement, cette optique rencontre les préoccupations gestionnaires de l'administration scolaire (prévision des flux d'élèves à scolariser), des élus locaux (élaboration des politiques régionales de formation) et des milieux professionnels (anticipation des besoins de main-d'œuvre)⁴, son intérêt académique reste à démontrer. Peut-on notamment fonder une connaissance positive sur une lecture en creux, comme ce raisonnement y invite en traitant de l'inadéquation et du déclassement ?

- 9 Plus classiquement enfin, il est intéressant d'éclairer les hypothèses qui sous-tendent cet « adéquationnisme méthodologique ». Ainsi peut-on repérer ce qu'il donne à voir mais également ce qu'il interdit de penser. En premier lieu – le glissement de vocabulaire de l'éducation à la formation en atteste –, les contributeurs assument explicitement une entrée par le marché du travail. Dans l'ensemble des textes, c'est bien l'insertion professionnelle qui est en jeu. Et c'est à cette aune qu'est mesuré le rendement différentiel des formations suivies. De fait, la confusion entre éducation et formation, voire le recouvrement de la première par la seconde masque leurs différences et minore fortement la pluralité des finalités fixées au système éducatif. En second lieu, si les formations ne répondent, *dans les faits*, que marginalement à l'objectif de préparer à des emplois précis, quelles autres « fonctions » revêtent-elles ? Quelles qu'elles soient, le caractère universalisant du raisonnement adéquationniste tend à réduire les lectures possibles à la seule approche des (dés)ajustements entre les formations suivies et les emplois occupés. D'autres questionnements, passés sous silence, peinent alors à s'exprimer. Entre autres, comment la formation est-elle instrumentée dans un cadre sociétal de report de l'entrée dans la vie active ? Le développement de la formation traduit-il un différemment choisi de la confrontation au marché du travail ? Autant de problématiques qui échappent au spectre de l'« adéquationnisme méthodologique ».

NOTES

1. Lucie Tanguy (éd.), *L'introuvable relation formation/emploi. Un état des recherches en France*. Paris : La Documentation française, 1986.

2. L'archétype étant les métiers réglementés, dont l'accès est précédé d'entrées en formation contingentées.

3. L. Tanguy, « La mise en équivalence de la formation avec l'emploi sans les IV^e et V^e Plans (1962-1970) », *Revue française de sociologie*, 2002, vol. XLIII, n° 4, p. 685-709.

4. Les rédacteurs de l'ouvrage n'en font pas secret, leur ambition est double : scientifique et d'aide à la décision. Cf. par exemple, cet extrait de l'introduction générale : « S'il nous semble souhaitable de rappeler que la vocation de l'éducation ne se résume pas à préparer à un emploi, l'ouvrage entend aussi fournir des éléments de discussion aux différents acteurs qui participent à

la construction des rapports entre formations et emplois au niveau national, au niveau des branches, des régions ou des territoires » (p. 15).

AUTEURS

CÉDRIC FRÉTIGNÉ

Université Paris 12-Val-de-Marne

Laboratoire « Genre, travail, mobilités », université Paris 10-Nanterre